

L'INFLUENCE
D'UNE PETITE VILLE SUR SON ENVIRONNEMENT RURAL :
LE BASSIN D'AMBALAVAO
(Sud Betsiléo - Madagascar)

Michel PORTAIS
O.R.S.T.O.M., Tananarive

Summary

The Ambalavao Basin, located in the south of the Hautes Terres of Madagascar, contains 45,000 inhabitants, of which 7,000 live in the same city, founded by the government at the beginning of the century. If the peasants are all Betsileos, more than half of the citizens are Merinas, who came from the vicinity of Tananarive. These, along with small groups of foreigners — French, Indian, Chinese — hold nearly all of the most important posts and run most of the trade. However, nearly all the city activities are in direct connection with the rural environment and exist only because of it.

Eleven villages, scattered throughout the Basin, were studied. From an inquiry into family incomes and budgets, it develops that the influence of the city plays an important role in creating new needs among the peasants and that it is because of its contacts with the city that the rural population endeavors, as best as it can, to satisfy these new needs. These contacts between city and countryside are not without influence upon the growth of the rural communities, where the trend is toward diversification, and the unequal development seem among the villages results primarily from the degree of contact with the city.

Nevertheless, Ambalavao, because of the attraction of its secondary schools, the number of which is disproportionate with the real needs of the region, encourages the flow of people from the countryside to the city, a movement which it is unable to employ for its own profit and which finally goes on toward the capital.

Résumé

Le Bassin d'Ambalavao, situé dans le Sud des Hautes Terres de Madagascar est peuplé de 45 000 habitants, dont 7 000 vivent dans la ville même, création administrative du début du siècle. Si les paysans sont tous Betsileo, plus de la moitié des citadins sont des Merina, venus de la région de Tananarive. Ceux-ci, avec les petites communautés étrangères, française, indienne et chinoise, détiennent la quasi totalité des postes de responsabilité et du commerce de la ville. Cependant, presque toutes les fonctions urbaines sont en rapport direct avec l'environnement rural et ne vivent que par lui.

Onze villages, répartis dans tout le Bassin ont été étudiés. Des enquêtes de budgets et de revenus familiaux, il ressort que l'influence urbaine est déterminante dans la création de besoins nouveaux parmi les paysans et que c'est grâce aux contacts avec les fonctions urbaines que les ruraux découvrent les innovations qui leur permettent, tant bien que mal, de satisfaire leurs nouveaux besoins. Ces échanges entre ville et campagne ne sont pas sans influence sur l'évolution du paysage rural qui tend à se diversifier, et les inégalités de développement entre villages résultent principalement du plus ou moins grand contact avec la ville.

Cependant, Ambalavao, par l'attrait de ses écoles secondaires, dont l'importance est disproportionnée avec les besoins réels de la région, stimule des flux de la campagne vers la ville, qu'elle est incapable d'arrêter à son profit et qui se dirigent, en fin de compte, vers la capitale.

Etant donné le nombre et la répartition des petites villes, c'est par leur intermédiaire que la majorité des ruraux de Madagascar et de la plupart des régions d'Afrique tropicale se trouvent mis en contact avec le fait urbain (1).

Compte tenu de ce fait de grande importance, à propos de la région d'Ambalavao, petite ville du Sud des Hauts plateaux malgaches, nous nous posons trois questions :

- 1°) Dans quelle mesure la ville d'Ambalavao, création administrative du début du siècle, est-elle un facteur d'évolution de son environnement rural ? Lui reste-t-elle étrangère ou y suscite-t-elle réellement des besoins nouveaux ?
- 2°) Si l'influence de la ville sur le milieu rural peut être établie, quel en est le bilan ? Se contente-t-elle d'en drainer les éléments les plus dynamiques et leurs biens, tout en désorganisant ses anciennes structures, ou bien les fonctions urbaines ont-elles suscité des innovations dans les campagnes voisines, permettant la satisfaction des nouveaux besoins et une meilleure utilisation de l'espace ?
- 3°) Enfin, la petite ville est-elle capable de réinvestir sur place le bénéfice en hommes et en biens qu'elle tire de ses échanges avec la campagne, ou bien n'est-elle que le relais de villes plus importantes — Fianarantsoa, Tananarive — favorisant ainsi le drainage de toute sa région vers l'extérieur ?

Pour essayer d'y répondre nous puiserons dans l'étude que nous venons de faire de cette région, et en particulier dans les résultats des enquêtes effectuées dans 11 villages plus ou moins en contact avec la ville.

1. — RÉALITÉ DE L'INFLUENCE URBAINE SUR LE MILIEU RURAL

A. — Présentation de la région.

La région étudiée correspond au Bassin d'Ambalavao (fig. 1) dépression topographique d'environ 1 000 km² drainée par la rivière Mananantanana. C'est le cadre approximatif de l'ancienne unité historique la plus méridionale du pays Betsiléo; environ 45 000 habitants y vivent aujourd'hui dont 7 000 dans la ville d'Ambalavao.

Les paysans Betsiléo sont essentiellement des riziculteurs, possédant une bonne maîtrise de l'eau, et entretenant de petits troupeaux de bœufs qui leur servent au piétinage des rizières, aux sacrifices, aux fêtes familiales, et qui leur assurent une certaine sécurité. Depuis 50 ans de nombreuses cultures ont fait leur apparition ou se sont développées, devenant source de revenus monétaires. Les principales sont le tabac et l'arachide, et les plus récentes les cultures légumières et fruitières.

(1) A titre indicatif à Madagascar :

- les districts ayant pour chef-lieu une ville de 5 000 à 25 000 habitants comptent 3 200 000 ruraux;
- les districts ayant pour chef-lieu une ville de plus de 25 000 habitants comptent 850 000 ruraux;
- les districts n'ayant aucune agglomération de plus de 5 000 habitants comptent 1 900 000 ruraux

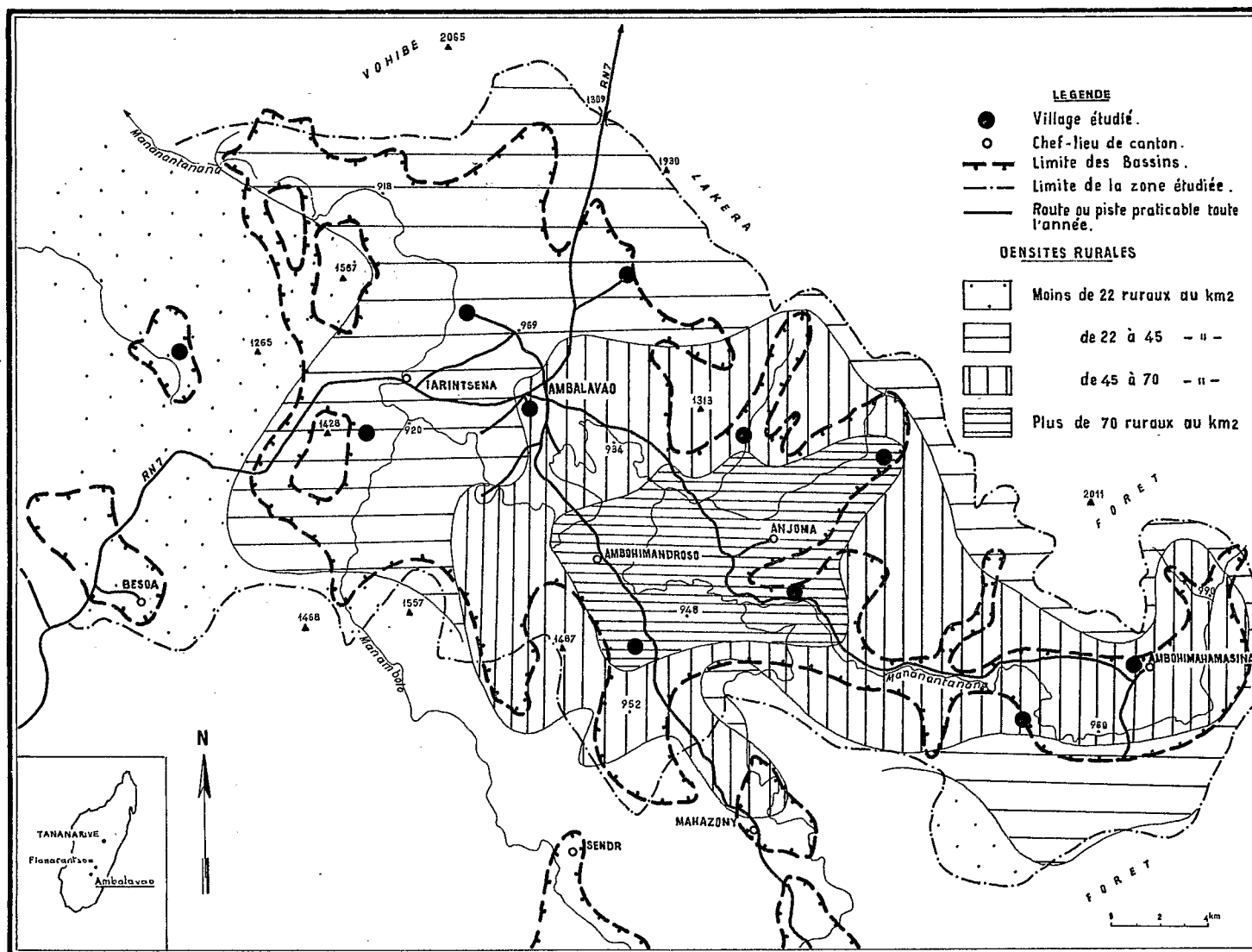


FIG. 1. — Le bassin d'Ambalavao. Présentation générale

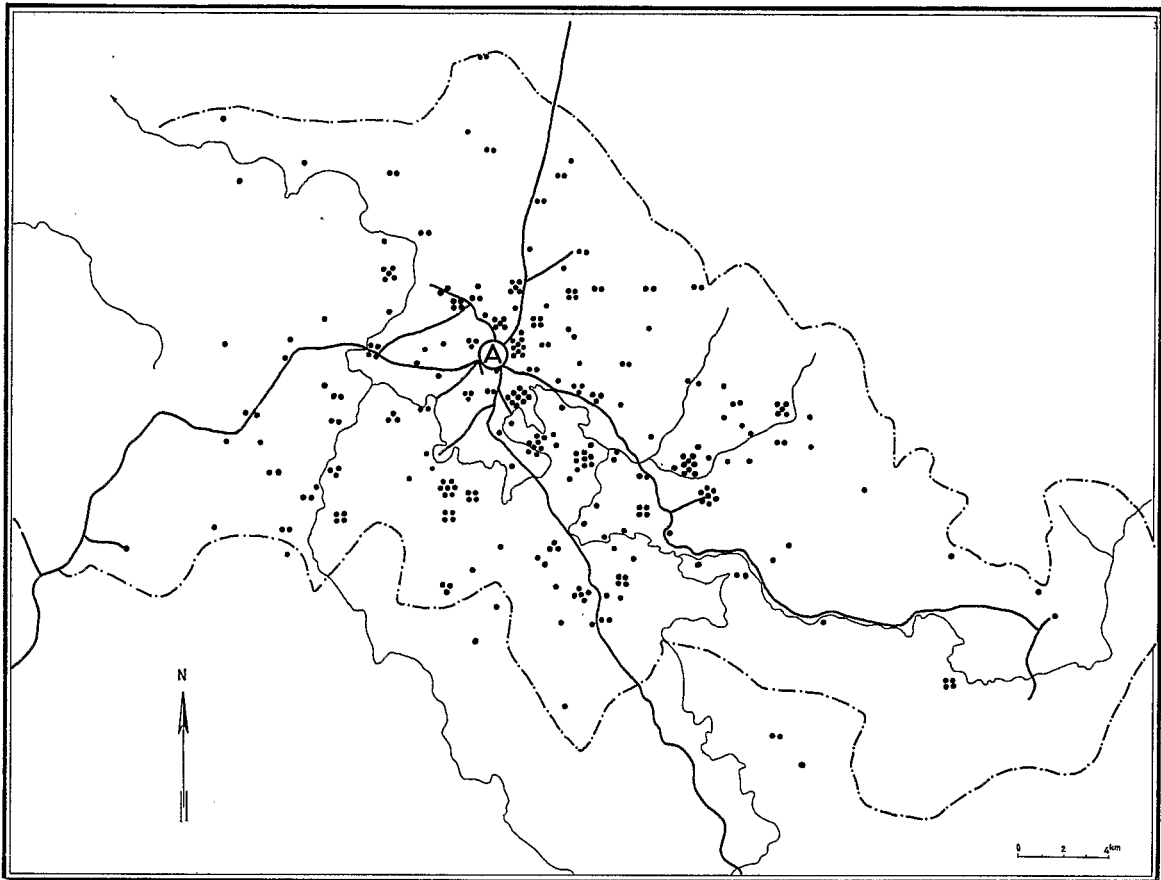


FIG. 2. — Rayonnement du marché d'Ambalavao
 Origine des vendeurs de produits locaux, agricoles et artisanaux, au marché du 23 avril 1969
 1 point ● = 1 vendeur

De tout l'ensemble bien peuplé des Hautes Terres de Madagascar, c'est la région la plus ensoleillée et la moins arrosée. Les possibilités agricoles y sont extrêmement variées, comme en témoigne la variété des productions offertes sur les marchés. Riz, manioc, maïs, pois chiche, patate douce, arachide, café arabica, tabac, canne à sucre, soja, pommes de terre, tomates, haricots, oignons, carottes, citrouilles, brèdes, oranges, bananes, ananas, mangues, bibasses, pêches, pommes, raisins, y alternent tout au long de l'année et bien d'autres essais heureux, comme le blé, y ont été faits.

La ville d'Ambalavao est une création administrative du début du siècle, chef-lieu de sous-préfecture, longtemps terminus de la route du Sud, elle devint rapidement un grand marché de bestiaux qui est actuellement, en importance, le deuxième de l'île (2). Le conditionnement du tabac, avec un centre de la Mission des Tabacs et une petite usine de tabac à mâcher, emploie en permanence environ 125 salariés. Une rizerie, une distillerie et une petite fabrique de papier artistique s'y sont installées. Mais la fonction la plus importante est sans doute la fonction scolaire; en effet, 4 CEG ou écoles assimilées, dont deux pensionnats, et un important cours primaire y dispensent l'enseignement à près de 4 000 élèves.

(2) Plus de 30 000 bœufs vendus en 1968.

Contrairement au reste du Bassin, peuplé presque exclusivement de paysans Betsiléo, la ville est pour plus de la moitié composée de Mérina venus à diverses époques de la région de Tananarive, et qui, avec les trois petites communautés étrangères, indienne, chinoise et française, comptant environ 150 personnes, détiennent presque tous les commerces et les postes de responsabilités de la ville.

B. — Les fonctions urbaines liées à l'environnement rural.

Presque toutes les fonctions urbaines se sont développées à Ambalavao, en rapport avec l'environnement rural.

— Historiquement, la fonction administrative a précédé toutes les autres. Le but des colonisateurs était de maintenir la paix dans toute la région, d'y contrôler les populations, et de lever un impôt pour y stimuler la production. Cela reste vrai aujourd'hui de la sous-préfecture d'Ambalavao où la fonction d'administration du milieu rural s'est encore accentuée avec le développement des services agricoles — vulgarisation agricole, animation rurale, services vétérinaires — qui sont devenus un facteur important de la croissance urbaine.

— Le commerce s'est développé tout d'abord en fonction du milieu rural. Il s'alimentait lui-même en achetant les productions paysannes et, faisant pénétrer l'économie monétaire, il pouvait proposer aux ruraux ses produits manufacturés. La prospérité du commerce reste très largement dépendante de la prospérité des campagnes et les commerçants ressentent eux aussi amèrement les effets d'un cyclone. Quant aux 54 taxis et aux 24 « taxis-be » et « taxis-brousse » (404 familiales et petits cars) stationnant à Ambalavao, leurs principaux clients sont des paysans se rendant ou venant des marchés.

— Les artisans de la ville, menuisiers, charrons, ou tisseurs de « lamba mena » (3), ne traitent guère que des matières premières venues de la campagne et y vendent une grande partie de leur production.

— Les quelques petites entreprises d'Ambalavao, manufacture de tabac, rizerie, distillerie, petite fabrique de papier artistique, briqueteries, ne transforment elles aussi que des productions locales.

— Les écoles d'Ambalavo scolarisent un bon nombre d'enfants venus de la campagne, et les seules classes secondaires comptent 358 élèves dont les parents habitent des villages de la sous-préfecture.

Bien sûr, un certain nombre de gens ne vivent à Ambalavao que du service des citadins, du passage de la grande route, ou de la présence d'un marché aux bœufs de rayonnement largement extra-régional, mais on peut dire aujourd'hui encore que la ville n'existe qu'en fonction de ses rapports avec le milieu rural environnant.

C. — La pénétration des besoins monétaires dans les campagnes.

Il suffit de comparer la structure des dépenses familiales dans les villages proches de la ville avec ce qu'elle est dans les plus éloignés pour se rendre compte de la pénétration des besoins monétaires dans le milieu rural à partir de l'influence urbaine.

A cette fin, dans chacun des 11 villages que nous avons étudiés, 4 ménages ont été tirés au sort pour lesquels on a cherché à connaître avec le plus possible de détails les dépenses

(3) Pièces de tissus en soie dont on se sert pour ensevelir les morts.

monétaires au cours d'une année, en se fondant à la fois sur les déclarations de l'homme et de la femme. Si l'on prend d'un côté les 5 villages les plus proches de la ville et de l'autre les 6 les plus éloignés ou les plus isolés (4), on aboutit aux résultats indiqués au tableau ci-après.

Dépense par ménage () en F.M.G. (**)*

Nature	Dans les 5 villages étudiés les plus proches de la ville (20 ménages)	Dans les 6 villages étudiés les plus isolés (23 ménages)
<i>Alimentation</i>	9 860	5 150
dont :		
riz	(5 950)	(2 900)
viande-poisson	(1 810)	(430)
sel-sucre	(1 015)	(1 025)
<i>Habillement</i>	5 900	5 280
<i>Equipement ménager</i> (savon, pétrole, etc.)	2 210	2 050
<i>Case</i> (Construction, réparation)	280 ^(***)	1 390 ^(***)
<i>Exploitation agricole</i> (non compris achat d'animaux)	1 680	630
<i>Achats d'animaux</i>	555	680
<i>Scolarisation</i>	1 550	1 150
<i>Santé</i> (Médicaments, hôpital, maternité)	750	850
<i>Voyages</i>	1 160	370
<i>Tradition</i> (fêtes, tombeaux)	1 260 ^(***)	380 ^(***)
<i>Impôts</i>	2 600	2 950
<i>Divers</i>	500	1 070
Total	28 300	21 900

(*) Taille moyenne des ménages pour l'ensemble des 11 villages : 5,25 individus.

(**) 1 franc = 50 FMG.

(***) L'échantillon considéré est trop faible pour que les chiffres se rapportant à ces dépenses, qui ne sont pas des dépenses annuelles, puissent être estimés représentatifs.

(4) Les 5 villages les plus proches sont tous accessibles, au moins en saison sèche, aux camions des collecteurs ou aux taxis, alors que 4 des 6 autres sont inaccessibles à tout véhicule.

La moyenne des dépenses monétaires serait donc de 28 300 FMG par ménage dans les villages les plus en contact avec la ville et 21 900 FMG dans les plus isolés. Le total des dépenses de type moderne que sont les frais de scolarisation, de médicaments, d'hôpital et de voyages en taxi ou taxi-brousse s'élèvent à 3 460 FMG dans les villages proches contre 2 370 FMG seulement dans les plus éloignés. Pour les frais de l'exploitation agricole, les chiffres sont respectivement de 2 235 et 1 310 FMG, ils sont de 1 680 et 630 FMG si l'on exclut les achats d'animaux. Les achats de viande et de poisson sont également plus importants dans les villages proches de la ville : 1 810 FMG contre 430 dans les plus éloignés.

Seules les dépenses depuis longtemps traditionnelles concernant les vêtements, le sel, le sucre, et, bien sûr, les impôts, sont à peu près équivalentes pour les villages proches et les villages isolés. Notons enfin que les dépenses pour les fêtes traditionnelles semblent faibles et tout particulièrement dans les villages isolés. Il est vrai que des villages les plus traditionnels font, à l'occasion des fêtes, beaucoup de dépenses en nature et moins de dépenses monétaires que les villages les plus ouverts, mais il est surtout vrai que l'année considérée fut une année où les fêtes furent assez rares, une année consécutive à une mauvaise récolte de riz qui obligea à accroître anormalement l'achat de ce produit, base de l'alimentation, alors que la région est habituellement excédentaire.

Ainsi, l'examen de ce tableau nous indique que l'influence urbaine semble avoir un rapport direct avec l'accroissement des besoins monétaires.

Parallèlement à ces besoins d'argent, notons brièvement que l'accroissement démographique, qui s'est brusquement fait sentir depuis une vingtaine d'années, s'accompagne lui aussi de nouveaux besoins. Entre 1955 et 1968, la population rurale du Bassin est passée de 28 à 37 000 habitants, soit une augmentation annuelle de 2,6 %, dans lequel le rôle de la ville, par l'intermédiaire de ses fonctions sanitaires, est fondamental.

Les besoins nouveaux, qu'ils soient dûs à la pénétration de l'économie monétaire ou à l'accroissement démographique, posent en fait les mêmes problèmes aux paysans. La question se pose maintenant de savoir comment ceux-ci ont pu répondre aux besoins nouveaux et quel rôle a pu jouer l'influence urbaine pour faciliter ou contrarier la résolution de ces problèmes.

2. — INFLUENCE URBAINE ET INNOVATIONS EN MILIEU RURAL

A. — La commercialisation des productions traditionnelles et l'introduction de nouvelles cultures commerciales.

L'influence de la ville s'est d'abord traduite par la commercialisation des productions traditionnelles du milieu rural, qu'elles soient agricoles ou artisanales. Puis, peu à peu, de nouvelles productions ont été introduites, et le mouvement se poursuit, puisque le soja vient de faire son apparition dans les campagnes d'Ambalavao.

De l'examen de la figure 3 et du tableau ci-après, on peut tirer les remarques suivantes :

1) Les revenus tirés de l'agriculture et de l'élevage sont nettement plus importants dans les villages proches de la ville et ce, bien que les conditions de sols, de climat, et de densité d'occupation humaine soient parfaitement comparables en moyenne pour chacun des deux groupes de villages.

				Revenus en F.M.G.			
				Dans les 5 villages étudiés les plus proches d'Ambalavao (114 ménages)		Dans les 6 villages étudiés les plus isolés (156 ménages)	
				Total	Par ménage	Total	Par ménage
Productions stagnantes	Comm. ancien.	Prod. trad.	Riz (paddy et riz)	110 000	970	94 500	610
			Bovins	430 000	3 780	407 500	2 610
	Comm. après guerre	Autres productions	Tabac(*)	189 000	1 660	118 000	760
			Arachide	279 000	2 450	149 000	950
Porcs	109 500		960	66 000	420		
Productions en progrès	Comm. en rapport avec le marché urbain		Volailles	94 000	820	48 300	310
			Légumes	260 000	2 280	40 000	260
			Fruits divers oranges	49 000 85 000	430 750	17 500 9 000	110 60

(*) La fraude est très importante sur le tabac et la réalité doit être voisine du double des chiffres obtenus.

N. B. — L'agriculture et l'élevage ne fournissent dans l'ensemble des villages étudiés que 43 % des revenus. Le reste revenant au travail salarié (19 %), à l'artisanat (13 %), aux pensions (17 %) et divers (8 %).

2) Les productions traditionnelles — riz, bovins — procurent pour chaque groupe de villages, des revenus faiblement différents. La différence s'accroît pour le tabac et surtout pour l'arachide et l'élevage porcin, dont la commercialisation a surtout progressé à partir de la dernière guerre et jusqu'en 1951, mais dont la production stagne actuellement. Enfin, la différence est très grande pour les productions de fruits et légumes dont l'expansion et la commercialisation sont récentes et en constant progrès.

Les villages proches d'Ambalavao semblent donc les premiers touchés par la diffusion de nouveaux produits, la commercialisation étant largement dépendante des facilités de relations avec la ville. Voyons comment s'est effectuée la diffusion et la commercialisation des principales productions du milieu rural.

Les productions anciennement commercialisées.

Dans un premier temps, dès le XIX^e siècle, les commerçants merina, installés après la conquête du Betsileo par le roi Radama I^{er} dans la petite place forte d'Ambohimandroso, à quelques kilomètres au sud d'Ambalavao, favorisèrent le développement du tissage des « lamba » de soie, qui était depuis longtemps pratiqué, à usage local, par les Betsileo. Les femmes merina se firent commandeuses de travail, un peu à la façon des « soyeux » lyonnais. Aujourd'hui encore, malgré le déclin des lamba de soie concurrencés par les textiles modernes,

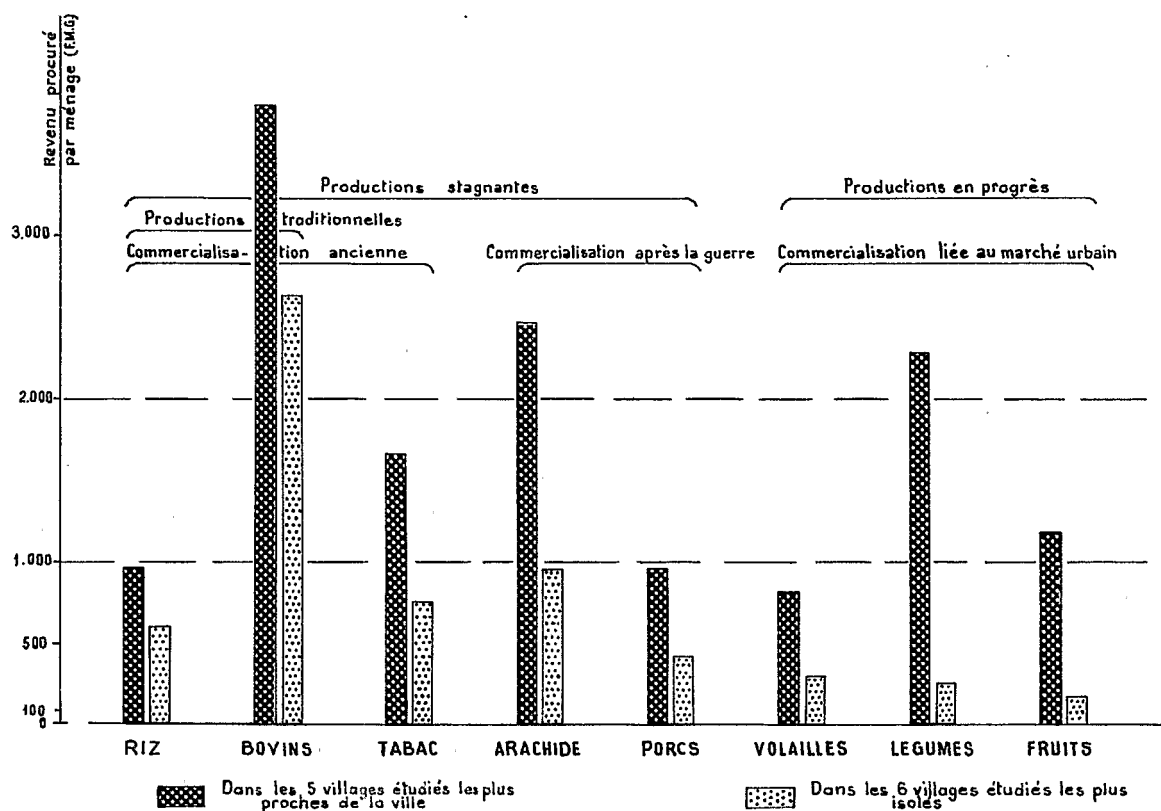


FIG. 3. — Influence urbaine et revenus agricoles

sauf pour leur utilisation comme linéols, un peu plus de 100 femmes, à Ambalavao et dans les villages voisins, font profession de tisser la soie, sans compter celles qui la travaillent de temps à autre. Dans le reste du Bassin, c'est dans les villages isolés de la région d'Ambohimahasina, là où n'existe guère d'autre source d'argent, que s'est maintenu le tissage de la soie, et parfois du coton. Mais là également, c'est par l'intermédiaire des commerçants merina que les femmes obtiennent soie grège et coton, et c'est à eux qu'elles vendent des « lamba » qu'ils écoulent vers Tananarive, la côte Est, ou aux convoyeurs de bœufs du marché d'Ambalavao.

Le commerce merina a également influencé la culture du *tabac* à mâcher qui se répandit peu à peu autour d'Ambohimandroso. Depuis 1932, cette culture est réglementée, et c'est la Mission des Tabacs, dépendant du S.E.I.T.A., installée à Ambalavao, qui organise la culture, achète le tabac et le conditionne. En fait, la fraude est importante et tout permet de dire qu'elle rapporte au moins autant que la production officielle. Celle-ci est passée de 120 tonnes en 1953 à 230 tonnes en 1962. Depuis, la production n'augmente plus guère, malgré les efforts des services officiels qui cherchent à concentrer autour d'Ambalavao la majeure partie de la production de tabac corsé — tabac à mâcher — qui est de 900 tonnes pour l'ensemble de l'île.

Le riz, qui reste la production la plus importante de la région, est cultivé avant tout pour l'auto-consommation. La ville, en achetant les surplus — 1 200 tonnes de paddy pour le

Bassin d'Ambalavao en année normale, 2 300 tonnes de paddy pour l'ensemble de la sous-préfecture — par l'intermédiaire de collecteurs travaillant pour les rizeries d'Ambalavao et de Fianarantsoa, favorise la production, mais le prix payé aux paysans — 15 FMG le kg de paddy — plus faible que pour n'importe quelle autre culture, si ce n'est le manioc, ne les incite pas à en faire une culture spéculative.

Les productions plus récemment introduites.

C'est à partir de la ville, par l'intermédiaire de maisons de commerce, que s'est répandue dans le Bassin d'Ambalavao la culture de l'*arachide* à des fins spéculatives. Avec le tabac, celle-ci est devenue la principale culture de vente du Bassin, procurant à peu près le quart des ressources monétaires tirées de l'agriculture.

C'est sous l'influence de deux commerçants d'Ambalavao et de Fianarantsoa que la « valencia », arachide de bouche, se répandit à partir de 1950, achetée dans le but d'être exportée par le port de Manakara. Vers 1955, 1 500 tonnes en étaient collectées pour l'ensemble du district. Un essai d'huilerie et de savonnerie par un colon d'Ambalavao, en 1953, accompagna la diffusion d'une variété d'arachide à huile. Les villages du Bassin qui connaissaient déjà une variété locale auto-consommée furent touchés par la vogue des nouvelles semences avec une rapidité surprenante; en 1960 on en trouvait dans la quasi totalité des villages. Puis les cours s'effondrèrent et la production baissa. Les coopératives officielles voulurent accaparer la collecte de ce produit, ce qui accentua sa dépréciation. A l'heure actuelle, on assiste à une légère reprise.

C'est la présence de la ville et leur commercialisation ainsi assurée qui a provoqué le développement des *cultures légumières*. En dehors du haricot (5 % des revenus de la production légumière) qui est une production traditionnellement associée au maïs, des patates douces cultivées pour l'auto-consommation, et des « brèdes » (5) (20 %), c'est en effet sous l'influence de la demande du marché urbain que les légumes se sont peu à peu répandus, spécialement les tomates (40 % des revenus de la production légumière), les oignons (25 %), et plus récemment, les pommes de terre et les carottes.

Dans les 5 villages étudiés les plus proches d'Ambalavao le revenu monétaire tiré de la vente des légumes est plus de 8 fois ce qu'il est dans les 6 autres villages, plus éloignés ou isolés. Le marché urbain représente en effet le principal débouché pour les légumes et même, certains des plus « gros » producteurs des villages proches d'Ambalavao n'hésitent pas à aller vendre une fois par an leurs oignons et tomates à Fianarantsoa en taxi-brousse.

La commercialisation des *fruits* est, elle aussi, infiniment plus importante dans les villages proches de la ville. 60 % du revenu tiré de la vente des fruits provient des plantations d'orangers. Des collecteurs de l'usine STAR (6) d'Antsirabe viennent chercher les oranges sur le marché d'Ambalavao et dans les villages les plus accessibles. Or, c'est dans les villages proches d'Ambalavao que, sous l'effet de la demande, les orangers et autres arbres fruitiers se sont d'abord répandus.

La demande d'oranges reste grande et de nombreux paysans vendent leur récolte sur pied à des collecteurs venus, pour certains, de Tananarive.

(5) Terme regroupant diverses variétés de feuilles et légumes verts locaux utilisés quotidiennement dans l'alimentation.

(6) Brasserie et boissons gazeuses.

Les produits de l'élevage.

Pour terminer, disons un mot de l'influence urbaine sur la commercialisation, de l'élevage. Si elle semble faible sur les bovins, production traditionnelle, elle a joué un certain rôle dans le développement de l'élevage porcin, qui rapporte deux fois plus dans les villages étudiés proches de la ville que dans les plus éloignés. L'élevage porcin a fait des progrès dans les années qui ont suivi la guerre, puis a subi une série d'épizooties qui l'ont fait régresser. Actuellement, ce sont les villages les plus proches de la ville qui bénéficient surtout des soins des services vétérinaires (7).

Les volailles, enfin, constituent désormais une ressource non négligeable, surtout pour les plus pauvres. C'est la demande du marché urbain qui, comme pour les fruits et légumes, a favorisé la diffusion de cet élevage, principalement dans les villages proches où il rapporte près de trois fois plus aux paysans que dans les villages plus isolés. C'est encore plus vrai de la vente des œufs qui reste encore très faible.

Ainsi, le revenu agricole des paysans du Bassin d'Ambalavao apparaît désormais comme le résultat d'un nombre très varié de productions. Sous l'influence de la demande du marché urbain et de l'organisation commerciale d'Ambalavao et de Fianarantsoa, c'est une véritable polyculture qui, de proche en proche, se répand dans les villages du Bassin. Le rayonnement du marché d'Ambalavao (fig. 2) et donc la praticabilité des pistes et la diffusion des taxis-brousse, jouent en cela un rôle capital.

B. — L'introduction de techniques nouvelles.

La deuxième façon pour le paysan de répondre aux besoins nouveaux est d'accroître sa production et donc de tendre à une meilleure utilisation du sol. Pour cela, il existe deux solutions : étendre les cultures, ou améliorer les rendements.

Dans le premier cas, compte tenu des techniques traditionnelles du travail à l'angady (petite pelle-bêche) qui limitent extrêmement les possibilités du travail personnel, le paysan

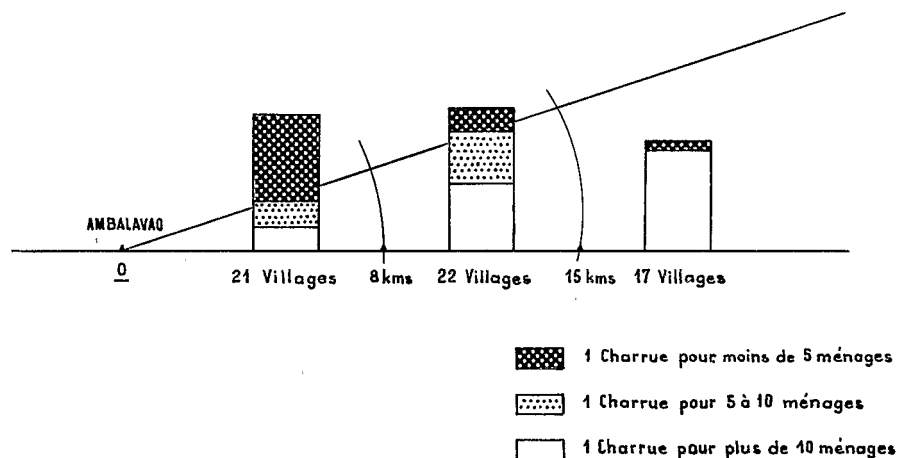


FIG. 4. — Influence urbaine et expansion de la culture attelée

(7) Entre 1966 et 1968, le troupeau a augmenté de 7 % dans le canton d'Ambalavao et diminué de 10 % dans les autres cantons du Bassin.

doit ou bien avoir recours au travail salarié, ce qui n'est permis qu'à ceux qui disposent de suffisamment d'argent, ou bien avoir recours à des techniques nouvelles qui permettent de gagner du temps en économisant le travail. C'est ainsi que s'est répandue la *culture attelée*, ou pratique des labours à la charrue tirée par des bœufs dressés.

A ce sujet, des données concernant 60 villages ont été collectées et les résultats en sont exprimés à la fig. 4. Sur ce graphique, on voit clairement l'influence de la proximité de la ville sur la diffusion de la culture attelée.

A l'intérieur d'un cercle de 8 km de rayon centré sur Ambalavao, sur 21 villages, il n'en existe que 4 qui aient moins d'une charrue pour 10 ménages, ou exploitation agricole, et 12 en ont plus d'une pour 5. Au delà, sur 39 villages, 27, soit les 2/3 ont moins d'une charrue pour 10 ménages, et seulement 4 en ont une pour moins de 5.

Quelques très rares charrues existaient dès avant la guerre dans quelques villages du Bassin, mais la première vague importante se produisit après la guerre, et ce n'est que vers 1958-62 qu'un mouvement de diffusion popularisa vraiment la culture attelée. Depuis, elle continue à se répandre. Ainsi, entre 1962 et 1969, pour 7 villages dont nous connaissons les chiffres respectifs, le nombre des charrues (8) est passé de 6 à 16.

Les charrues sont vendues par quelques commerçants de la ville et exposées tous les mercredis à la convoitise des paysans venus au marché. Elles sont également vendues par les services agricoles d'Ambalavao qui en ont écoulé 126 entre 1964 et 1969.

Ces services agricoles d'Ambalavao mettent également en vente des paires de bœufs — 60 paires vendues en 5 ans — dressés à tirer charrettes et charrues. La façon de dresser les bœufs n'est guère connue des paysans et beaucoup répugnent à le faire. Pour cette raison un certain nombre de charrues restent d'ailleurs inutilisées.

Beaucoup de possesseurs de charrues s'emploient pour labourer les champs des autres, et pour certains cela est même devenu une source appréciable de revenus. Dans les 5 villages étudiés les plus proches d'Ambalavao, on trouvait 21 charrues et 54 exploitants qui en louaient ou en empruntaient. Ainsi 66 % des paysans pratiquaient-ils la culture attelée. Dans les 6 autres villages, on trouvait 16 charrues, et 39 exploitants en empruntaient ou en louaient, soit au total, 35 % des paysans y pratiquaient la culture attelée.

C'est en grande partie par suite de l'expansion des cultures sèches, et tout spécialement de l'arachide, que s'est répandue cette technique nouvelle. Quant aux autres matériels agricoles, ils sont encore ignorés de la plupart : on ne comptait que 5 herbes et 3 sarcleuses sur les 270 exploitants étudiés, toutes, sauf une herse, se trouvaient dans les 5 villages les plus proches.

L'amélioration des rendements.

La deuxième façon d'accroître la production est d'améliorer les rendements. C'est le parti qu'a adopté dans un premier temps de son action le G.O.P.R. (9), en essayant de diffuser dans les principales zones rizicoles de l'île les méthodes de riziculture améliorée, avec repiquage en ligne, emploi d'engrais, mode rationnel de préparation des pépinières, etc.

A Ambalavao, cet organisme a mis sur pied une zone d'Expansion Rurale, dont le siège est en ville et qui dirige dans le Bassin 5 secteurs comprenant chacun un chef de secteur, un magasin d'approvisionnement et 5 à 6 moniteurs. Son action a débuté en 1967 et ses deux premières campagnes ont été peu satisfaisantes, le riz n'étant à Ambalavao, ni en pénurie,

(8) Les chiffres de 1962 proviennent d'une enquête de l'INSRE (Institut National de la Statistique et des Recherches Économiques).

(9) Groupement des Opérations de Productivité Rizicole.

du moins les années normales, ni en excédent suffisant pour que le paysan conçoive sa production comme une importante source de revenus monétaires.

Un paysan sur trois a cependant suivi les conseils d'un moniteur en 1968-69, au moins sur une parcelle de rizière, à titre d'essai. Mais les motivations personnelles sont faibles et la proximité de la ville ne semble pas avoir ici d'influence particulière sinon pour rendre le paysan plus méfiant et plus rebelle à une technique qui, en fait, lui est plus ou moins imposée. Il en serait probablement tout autrement si l'on avait agi à propos d'une culture spéculative comme l'arachide ou des cultures légumières et fruitières.

C. — Répercussions sur les activités urbaines.

Nous venons de voir le rôle de la ville dans l'adoption de cultures et de techniques nouvelles par le milieu rural. Inversement, ces innovations ont entraîné à Ambalavao la création de nouvelles activités.

Le commerce, cela va de soi, en a été le premier bénéficiaire. Les taxis se sont multipliés à un rythme surprenant pour desservir le marché urbain où l'on vend plus cher ses productions. Les organismes de vulgarisation agricole — Animation rurale, G.O.P.R., services vétérinaires, etc. — emploient en ville un nombre croissant de fonctionnaires. Enfin, un nouvel artisanat a pu naître, en rapport avec la diffusion du matériel agricole. Deux charrons, venus de la région d'Antsirabe se sont installés en 1968 à Ambalavao, la ville n'en possédait pas auparavant, et des charretiers venus de la même région se sont établis dans un petit village au sud-est de la ville. Parallèlement à la diffusion des charrues, des forgerons se sont spécialisés dans leur réparation et la fabrication de socs, et tiennent régulièrement leur place sur le marché d'Ambalavao.

D. — Réorganisation de l'espace.

Dans le milieu rural, ces innovations se traduisent par une certaine réorganisation de l'espace.

Dans le cadre traditionnel, où le système de production était basé sur la rizière et les pâturages, les hommes s'installaient de préférence dans les vallons, aisés à aménager en rizières, où l'eau est facile à maîtriser, et où se trouvent de nombreux sites défensifs pour les villages. C'est ainsi que les vallons de l'Est du Bassin furent préférés au fond de la cuvette difficile à drainer et où les sites défensifs sont rares. Mais partout, s'édifiait le même paysage humanisé.

Désormais, le *paysage tend à se diversifier*, d'une part en fonction des facilités de pénétration des innovations — proximité de la ville, voies de communications — d'autre part en fonction des aptitudes des terroirs à intégrer ces innovations. Ainsi, le centre de la cuvette, où les « baiboho » (10) cultivés à la décruée, occupent des surfaces importantes, est devenu la région du tabac et des tomates. L'Ouest aux terres de « tanety » (11) relativement peu accidentées et très peu peuplé est le domaine privilégié de l'élevage (12) et accessoirement de l'arachide. Dans les zones accidentées, et spécialement les vallons de l'Est, certaines parmi les

10) Champs de berges, sur alluvions.

(11) Champs de culture sèche, sur versants ou collines.

(12) Entre 1961 et 1968, le nombre de bovins recensés est passé de 15 700 à 17 700 dans l'ouest du Bassin (canton d'Iarintsena) et a diminué de 19 700 à 18 000 dans le reste du Bassin (4 autres cantons).

plus acrobatiques des terrasses de rizières sont abandonnées au profit des cultures arbustives. Ainsi, peu à peu, se dégage une micro-régionalisation qui n'existait pas autrefois.

Par ailleurs, on voit peu à peu se créer des *relais à l'influence urbaine*, que l'on pourrait qualifier de villages, centres ou bourgades. Il s'agit principalement de chefs-lieux de canton où existe également un marché. La création des communes, après l'indépendance, a accentué leur rôle administratif. Ambohimahamasina et Anjoma sont les exemples les mieux achevés de ces villages centres. Le bourg d'Anjoma, par exemple, qui n'était autrefois qu'un simple village, comprend maintenant un bureau du chef de canton, une mairie, une maternité, un poste médical, une école publique et deux écoles privées dépendant de la mission catholique qui comprend en outre, à côté de son église, un nouveau dispensaire. On y trouve aussi trois boutiques, un magasin et un chef de secteur du G.O.P.R., trois moniteurs d'agriculture y résident, et chaque vendredi se tient sur la grande place un marché qui attire les paysans de la plus grande partie du canton.

Au niveau de l'organisation des *terroirs villageois*, l'influence de la ville se fait également sentir.

L'expansion des cultures sèches, de tanety ou de baiboho et les plantations d'arbres fruitiers donnent au terroir un aspect nouveau. Le voisinage des villages prend davantage une allure de jardin et de verger.

L'utilisation nouvelle des tanety a donné à celles-ci une valeur qu'elles n'avaient pas auparavant, et cela tend à poser un problème foncier. Alors qu'autrefois, seules les rizières faisaient l'objet d'une véritable appropriation — sans d'ailleurs que la coutume autorise à les vendre — depuis 30 ans, on assiste à un mouvement d'enregistrement des terres qui s'applique surtout à la région très peuplée d'Anjoma, là où les terres deviennent rares. Si l'on exclut les concessions agricoles européennes qui occupent d'ailleurs moins de 200 ha dans le Bassin, on s'aperçoit que de 1925 à 1959, la moyenne annuelle d'enregistrement des terres a été de 18,2 ha pour les villages du Bassin, et qu'elle a été de 45,5 ha entre 1959 et 1969. Mais l'enregistrement coûte cher et le seul fait de planter des eucalyptus ou des arbres fruitiers sur son champ est déjà un signe d'appropriation (cf. fig. 7).

C'est souvent lorsque l'un des héritiers, devenu par exemple fonctionnaire, quitte le village que l'on se résout à faire enregistrer les terres. Pour l'instant, les cas de vente de terres de tanety sont très rares, mais dans une génération, lorsque les enfants de ceux qui quittent actuellement les villages se seront détachés de ceux-ci, on risque d'assister à des ventes importantes et peut être ainsi à la création d'une nouvelle classe de paysans aisés, qui actuellement est à peu près inexistante. Cela pourrait alors introduire dans le milieu rural des transformations inédites.

Enfin, toutes ces innovations entraînent peu à peu des modifications de *l'habitat et du genre de vie*. Avec l'instauration de la « pax gallica », les villages étaient descendus, dès le début du siècle, de leurs sites d'habitat défensif. Dans un deuxième temps, l'individualisme grandissant incita certains paysans, en particulier des descendants d'anciens esclaves, à quitter le groupe villageois pour s'installer près de leurs terres. Rares sont les villages qui n'aient pas ainsi un ou deux écarts.

La diffusion de la culture attelée a largement contribué à répandre cet individualisme qui se manifeste parfois par l'abandon de l'entraide traditionnelle. Ainsi, 17 des 18 chefs de ménage nous ayant déclaré avoir abandonné l'entraide pour les travaux des champs se trouvent dans deux des trois villages les plus proches de la ville et presque tous pratiquent la culture attelée.

Enfin, l'habitat se modifie peu à peu. La maison à balcon et la toiture en tôle ondulée se répandent et certains éléments de modernisme apparaissent sous l'influence de la ville, comme en témoigne le tableau ci-après :

	Dans les 5 villages étudiés les plus proches d'Ambalavao en 1969	Dans les 6 villages étudiés les plus isolés en 1969	Dans 7 de ces 11 villages en 1962(*)
1 bicyclette pour	19 ménages	31 ménages	67 ménages
1 poste de radio	8 "	26 "	135 "
1 machine à coudre pour	7 "	13 "	22 "

(*) Enquête de l'INSRE : 3 de ces 7 villages figurent parmi les 5 villages de la première colonne et les 4 autres parmi les 6 de la deuxième colonne.

Ainsi, l'influence urbaine se manifeste positivement par un accroissement du revenu monétaire par ménage — actuellement souvent compensé par l'accroissement de la taille des ménages — et par une meilleure utilisation et une structuration plus achevée de l'espace. Cet apport dont bénéficie le milieu rural se traduisant en ville par une diversification et un accroissement des activités.

Malheureusement, la description de ce double courant d'influences reste incomplète et il nous faut maintenant examiner ce qu'il en est des flux d'hommes et parallèlement des biens entre la ville et la campagne.

3. — LES PHÉNOMÈNES DE DRAINAGE DU MILIEU RURAL

Il est extrêmement difficile de juger de la valeur de ces flux et on ne peut, en l'occurrence, apporter une appréciation valable que sur les transferts de valeur (humains ou matériels) les plus évidents.

A. — L'emploi.

Avant la dernière guerre, alors que n'existait guère et à un niveau moindre qu'actuellement, comme culture de vente que le riz et le tabac, la seule façon de se procurer l'argent pour l'impôt, était, pour un grand nombre d'hommes, de recourir à l'émigration temporaire et au travail salarié. Cette émigration était parfois lointaine et, dans tous les villages étudiés, on trouve des hommes qui, dans leur jeunesse, sont allés tirer le pousse-pousse à Tananarive, convoier des bœufs vers la capitale, ou s'embaucher comme salariés agricoles dans la riche plaine de Marovoay près de Majunga.

Sauf en des cas exceptionnels, Ambalavao n'a jamais pu fournir beaucoup de travail à une main-d'œuvre temporaire. Les quelques dizaines de temporaires qui sont employés au moment de la traite par les collecteurs, la rizerie ou la Mission des Tabacs, ne viennent pas de bien loin et lorsqu'un entrepreneur ou un commerçant a besoin de main-d'œuvre, ce sont souvent les mêmes groupes qui se présentent. Issus pour beaucoup de villages d'immigrés du Sud (Antandroy) installés aux portes d'Ambalavao.

L'immigration définitive à Ambalavao est surtout le fait de gens étrangers à la région, et non de paysans du district. Ainsi, sur 51 artisans, 32 sont nés hors du district, 12 sont natifs d'Ambalavao, et 7 seulement viennent de la partie rurale de la sous-préfecture. Sur 114 commerçants, 81 sont nés hors du district, 22 à Ambalavao, et 11 seulement viennent des villages de la région.

Pourtant, Ambalavao n'est pas sans exercer un certain attrait sur les ruraux. Mais que ceux-ci n'aient aucune qualification ou qu'il s'agisse de scolarisés, bien peu y trouvent un emploi et ils se tournent alors vers de plus grandes villes.

Il nous faut examiner plus en détail cette émigration due aux effets de la scolarisation.

B. — Les effets de la scolarisation.

Les écoles d'Ambalavao accueillent actuellement près de 4 000 élèves dont un peu plus de la moitié viennent de la campagne. Pour l'ensemble du Bassin en 1967, 7 357 élèves étaient inscrits dans les différentes écoles, dont 3 374 à Ambalavao et 3 983 en zone rurale, dont 1 344 dans les quatre chefs-lieux de canton. Les écoles privées accueillaient 4 269 élèves avec 97 enseignants et les écoles publiques comptaient 3 088 inscrits et 37 enseignants.

Si l'on s'en tient au secondaire, la petite ville d'Ambalavao, au cours de l'année 1968-69, comptait 764 inscrits dans les classes de 6^e à la 3^e de ses 4 écoles (3 privées, 1 publique) préparant au B.E.P.C. Il y avait 300 inscrits dans les classes de 6^e et 120 dans les classes de 3^e.

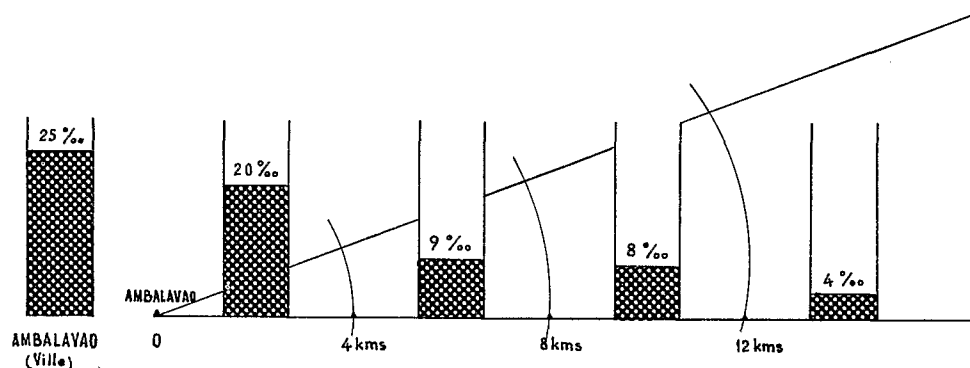


FIG. 5 — Influence urbaine et scolarisation secondaire
Proportion d'élèves inscrits dans les classes de 6^e à 3^e des écoles d'Ambalavao, par rapport à la population totale selon la distance à la ville

Sur ces 764 élèves, 157 venaient de la ville même, 251 de la partie rurale du Bassin, 107 du reste de la sous-préfecture et 249 venaient d'autres districts, principalement de Fianarantsoa (109), de la côte Est, et même de Tananarive (24). Les déplacements dus à la scolarisation sont en effet très importants, et à l'inverse, on comptait 259 élèves du district d'Ambalavao dans les écoles secondaires de Fianarantsoa durant l'année 1969-70.

Pour mesurer l'importance de ces chiffres, disons qu'il y a actuellement, pour l'ensemble des villages du Bassin, environ 350 inscrits dans des classes secondaires dont 110 en 6^e, ce qui correspond à 10 % des enfants de 14 ans. La figure 5 montre par ailleurs que les villages proches d'Ambalavao sont plus touchés que les plus éloignés par cette scolarisation secon-

daire. Dans beaucoup de ces villages, la proportion d'enfants entrant en classe de 6^e est de l'ordre de 25 %.

Lorsque l'on sait qu'extrêmement rares sont les enfants qui ayant fait quelque étude secondaire, acceptent de retourner à la terre, cela promet, pour les années à venir, un exode rural beaucoup plus important qu'il ne l'est actuellement et des problèmes de débouchés proprement insolubles avec toute l'insatisfaction qui en découlera.

Lorsqu'ils quittent l'école, les jeunes gens commencent par chercher du travail à Ambalavao, continuant quelque temps à se faire entretenir par leur famille. Nous avons mené une enquête auprès de ces jeunes chômeurs, en juin et septembre 1969. Pour ceux qui n'ont pas eu la chance de continuer leurs études ou de trouver un emploi, voici les résultats auxquels nous sommes arrivés.

L'enquête porte sur 48 jeunes gens dont 5 seulement avaient plus de 25 ans. On comptait parmi eux 22 fils d'agriculteurs, 12 de fonctionnaires ou d'instituteurs, 10 de commerçants ou d'artisans et 4 n'avaient plus leurs parents.

Leur niveau d'instruction était assez élevé puisque 8 seulement n'avaient fait que des études primaires, 23 étaient allés jusqu'en 3^e dont 6 avaient obtenu le B.E.P.C. et 4 avaient même continué à Fianarantsoa en seconde ou en première. Cependant, 3 seulement avaient une petite formation artisanale, aucun autre n'ayant reçu une quelconque formation professionnelle, sinon pour 11 d'entre eux ayant travaillé temporairement à des emplois divers.

Parmi ceux qui souhaitent faire un métier précis — 15 n'expriment aucun choix particulier — 21 désireraient devenir employés dans l'administration ou le commerce, 5 veulent devenir chauffeurs, 4 faire des métiers divers (gendarme, chef de chantier, manœuvre), un seul désire faire un métier manuel (menuisier) et 2 seulement voudraient devenir moniteurs agricoles.

Enfin, presque tous envisagent de quitter Ambalavao pour chercher du travail. S'ils ne l'ont pas encore fait, c'est en général à cause de leurs parents qui les retiennent ou parce qu'ils n'ont pas d'argent. 25 désireraient partir pour Fianarantsoa, la ville la plus proche, 20 pour Tananarive, 9 pour les villes de la côte Est et 11 veulent bien aller n'importe où (certains exprimant deux souhaits, le total dépasse 48).

Ainsi les jeunes scolarisés, s'ils ne trouvent pas de travail sur place, sont attirés par les plus grandes villes et désirent pour la plupart devenir fonctionnaires ou employés. L'enseignement qu'ils ont reçu ne leur a absolument pas donné le goût de revenir à la terre ou d'apprendre un métier technique. Voilà une raison de plus de s'inquiéter pour l'avenir.

Certes, la région, ville et campagne, absorbe un certain nombre de scolarisés, comme fonctionnaires, instituteurs ou agents des services agricoles. Les entreprises d'Ambalavao en emploient également quelques-uns. Néanmoins ce flux dû à la scolarisation apparaît nettement déficitaire pour la campagne, qui se voit et se verra plus encore dans les années à venir spoliée de ses nouvelles élites. Ce qui est grave, c'est que la petite ville elle-même est incapable de les retenir, et c'est donc la région dans son ensemble qui subit ce déficit croissant.

C. — Le mouvement des biens.

Ce déficit croissant en éléments scolarisés a des répercussions sur le mouvement des capitaux :

Il s'accompagne tout d'abord d'un certain investissement des ruraux en ville. Les paysans qui font poursuivre des études à leurs enfants le font, bien sûr, par amour de leur progéniture, mais également un peu comme on cotise à une caisse de retraite. Ils s'assurent une vieillesse

sans problèmes ainsi qu'une certaine promotion sociale. Tant pour les villages proches que pour les villages éloignés de la ville, les frais « d'écolage » représentent plus de 5% des dépenses familiales, auxquelles il faut ajouter la nourriture, le vêtement et le manque à gagner de ne pouvoir se faire aider par ses enfants.

Pour ceux qui envoient leurs enfants à Ambalavao, deux écoles seulement prennent des pensionnaires. La plupart des enfants se logent en ville, chez de la famille parfois, mais le plus souvent leurs parents doivent louer, généralement à plusieurs, une petite case où s'entassent les enfants. Les plus riches, en particulier certains anciens combattants qui touchent des retraites substantielles, n'hésitent pas à acheter ou à faire construire à Ambalavao une case où quelques-uns viennent s'installer avec leurs enfants, confiant leurs rizières à de la famille ou à des métayers.

L'emprise foncière des citadins sur la campagne n'est pas le mouvement inverse du précédent, mais plutôt son complément.

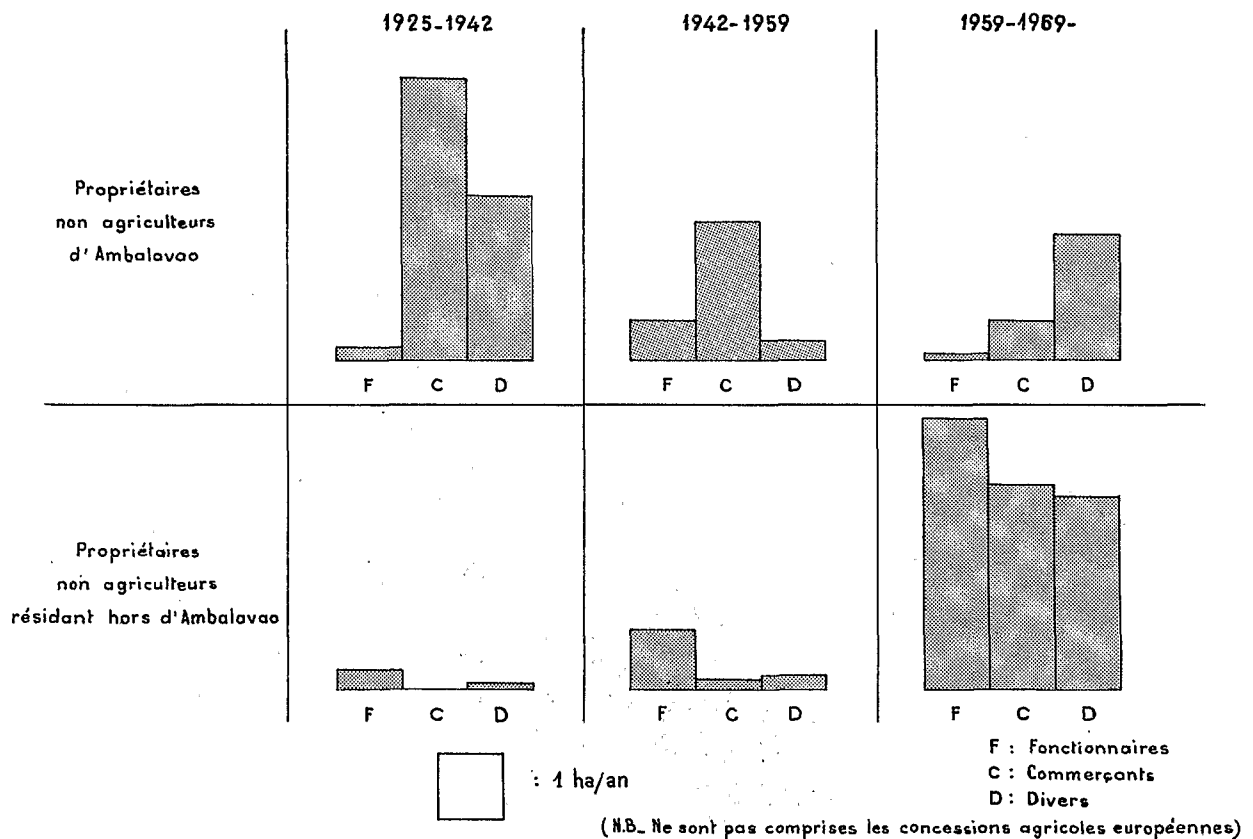


FIG. 6. — L'emprise foncière des citadins
D'après l'enregistrement des terres dans les villages du Bassin

Le graphique de la figure 6 nous renseigne sur l'évolution de l'enregistrement des terres du Bassin d'Ambalavao par des propriétaires non agriculteurs, qu'ils soient d'Ambalavao ou d'ailleurs. Les chiffres sont faibles, mais ils s'accroissent rapidement et cette accélération, nous avons dit pourquoi, devrait s'accroître dans les années à venir.

La ville d'Ambalavao a une emprise foncière extrêmement réduite sur son environnement. C'est ainsi que sur 51 artisans enquêtés en ville, 4 seulement possèdent des rizières dans le Bassin et 16 y ont quelques cultures sèches. Sur 114 commerçants, on n'en trouve que 16 qui aient quelques terres, le plus souvent aux environs immédiats de la ville et sous forme de jardins.

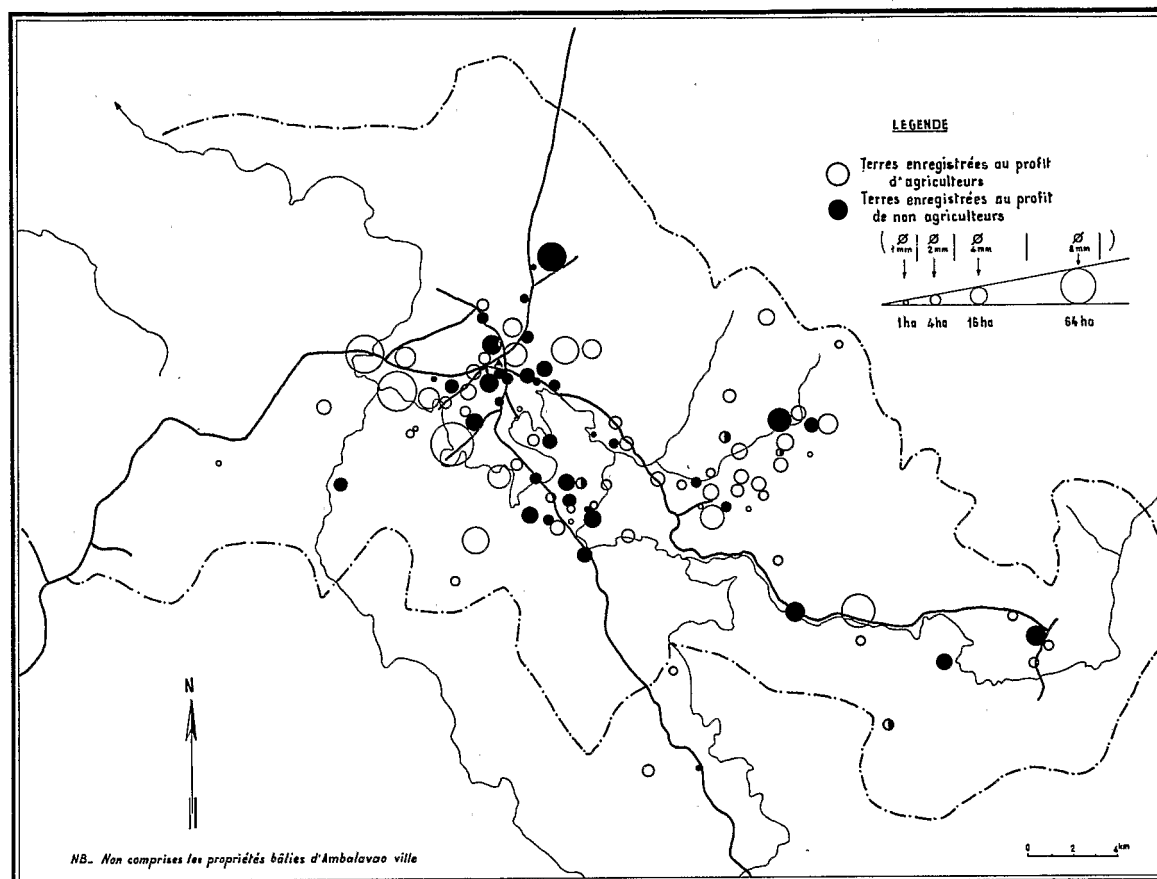


FIG. 7. — L'enregistrement des terres

En fait, la ville reste étrangère au reste du Bassin. Ce sont surtout des scolarisés qui, ayant quitté leur village, y ont fait enregistrer les terres héritées des ancêtres. Les investissements faits sur ces terres sont exceptionnels et elles ne constituent guère une rente foncière pour les citadins qui les possèdent. La plupart ayant été acquises par héritage, elles témoignent rarement d'un placement d'argent à la campagne. Comme nous l'avons dit plus haut, nous pensons que beaucoup de ces terres seront vendues au bout d'une génération et qu'ainsi elles donneront plutôt lieu à un transfert de capitaux des ruraux aux citadins, conséquence lointaine de l'exode des jeunes scolarisés des campagnes. Flux important, et que ne parvient pas équilibrer, à beaucoup près, l'envoi à la campagne d'instituteurs et de moniteurs d'agriculture.

D. — Un drainage dirigé vers les grandes villes.

Ce qui est grave, en fait, si l'on se place au niveau global de la région que nous étudions, c'est que ce flux négatif pour le milieu rural n'est que très partiellement capté par la petite ville d'Ambalavao qui en est à l'origine. Ce flux d'hommes et de biens quitte en grande partie la région, drainé par des villes plus importantes, Fianarantsoa et Tananarive, et même il se trouve gonflé par ce que lui apporte la petite ville. En effet, les Mérina et les étrangers qui la peuplent envoient de plus en plus leurs enfants poursuivre leurs études dans les grandes villes, et ce qu'ils épargnent en capitaux, c'est rarement à Ambalavao qu'ils le réinvestissent car leurs attaches restent faibles avec le milieu.

La question se pose alors de savoir s'il peut réellement y avoir développement régional dès lors que les faibles investissements en hommes et en capitaux réalisés à partir de l'extérieur dans cette région se trouvent contrecarrés par un mouvement inverse qui va s'accéléralant. Nous n'avons pas ici de réponse à apporter à ce problème, mais il était peut-être utile de montrer comment les diverses fonctions urbaines d'une petite ville peuvent jouer un rôle capital dans l'évolution d'une région.

CONCLUSION

Les questions que nous nous posions dans notre introduction reçoivent donc les réponses suivantes :

— Une petite ville, même de création artificielle et récente, est capable de susciter des besoins nouveaux dans son environnement rural.

— Ambalavao est effectivement un facteur d'évolution des campagnes voisines, car, par les innovations qu'elle y suscite, elle contribue à satisfaire les besoins nouveaux qu'elle y répand. Son influence permet un accroissement du revenu monétaire, une meilleure utilisation des sols, et s'inscrit dans le paysage rural par la mise en place d'une micro-régionalisation, par la création de relais à l'influence urbaine et par une certaine évolution des terroirs et des villages. Par ailleurs, le développement de la ville est lié au développement des rapports que celle-ci entretient avec la campagne.

— Mais la petite ville, principalement par une scolarisation secondaire disproportionnée et inadaptée aux besoins de sa région, stimule des flux d'hommes et de biens de la campagne vers la ville, qu'elle est incapable d'arrêter à son profit, qu'elle alimente elle-même, et qui se dirigent vers des villes plus importantes.

On sait que de tels mouvements, en définitive, alimentent la capitale, d'où les relaient des flux qui, entre la grande île et les pays développés, croisent ceux de l'aide au développement, sans que l'on sache toujours très bien lesquels sont les plus importants.

Il est peut-être difficile de vouloir tarir les sources qui contribuent à alimenter ces mouvements de fuite. Néanmoins, si c'est bien ce à quoi l'on désire tendre, il semble que la recherche d'une meilleure connaissance du rôle que jouent ou que pourraient jouer les fonctions des petites villes, avec lesquelles la majorité des ruraux de Madagascar comme de beaucoup d'autres pays d'Afrique tropicale se trouvent en contact, pourrait contribuer à un meilleur aménagement de ces fonctions dans le but d'aboutir à un meilleur équilibre interrégional.

COLLOQUES INTERNATIONAUX
DU
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sciences Humaines

LA CROISSANCE URBAINE
EN AFRIQUE NOIRE
ET A MADAGASCAR

TALENCE
29 septembre - 2 octobre 1970

EXTRAIT

ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
15, quai Anatole-France - Paris-VII
1972

- 4 OCT. 1972
O. R. S. T. O. M.

Collection de Références
n° B 5664 (Géographie)

PORTAIS (M.)